

# L'évolution de la fonction publique et des principes qui la régissent

## Déclaration du groupe CFDT

L'avis de cette commission temporaire est rendu suite à la saisine du Premier ministre dans le contexte de l'élection présidentielle, ce qui est loin d'être anodin dans le contexte actuel de notre pays.

La fonction publique, sujet aux contours et périmètres flous pour beaucoup de nos concitoyens, est devenue un objet de surenchères, caricaturée à l'extrême et utilisée en variable d'ajustement économique strictement comptable et budgétaire. Décriée à l'excès pour son coût, elle est devenue moins reconnue dans sa dimension fondamentale de garante des principes républicains dont le principal est de servir exclusivement l'intérêt général.

Investir dans la fonction publique pour colmater les fractures sociales qui fissurent notre société relève pour certains de la naïveté, voire de la gabegie. Elle constitue pourtant l'instrument essentiel de nombreuses politiques publiques qui par définition s'inscrivent dans le moyen et long terme et constituent un investissement pour l'avenir. Alors oui ! La Fonction Publique a un coût mais elle n'a pas de prix pour consolider les fondations du vivreensemble.

Son assise et son maillage territorial sont des leviers puissants pour encourager, soutenir et mettre en synergie les différentes initiatives visant à répondre aux multiples besoins et demandes citoyennes ainsi qu'aux profondes mutations de notre société.

Elle a démontré sa capacité à s'adapter au fil du temps, même si des évolutions peuvent être encore nécessaires pour réduire la lourdeur de son organisation et améliorer sa réactivité et la lisibilité de sa nécessaire cohérence d'actions.

La CFDT est convaincue que la fonction publique dans toutes ses configurations et dimensions est évidemment perfectible et les préconisations de cet avis vont dans ce sens :

- décloisonner, diversifier et fluidifier les parcours, encourager et valoriser l'innovation de ses acteurs, renforcer les capacités managériales de l'encadrement, instaurer une culture du dialogue social pour associer réellement les personnels aux enjeux et transformations en cours et à venir ;
- évaluer systématiquement et qualitativement la plus-value de son action propre ainsi que celle confiée aux divers opérateurs ;
- considérer enfin que l'ouverture à la participation citoyenne dans la définition, l'adaptation, la réalisation et l'évaluation de ses missions et des moyens qui lui sont dédiés, lui permettra de mieux accomplir ses missions et constitue un atout essentiel à la revalorisation de son image et au bout du compte à sa pérennisation.

Cet avis de la société civile organisée dans notre instance représente dans la période une parole à la fois singulière, nécessaire et bienvenue. La CFDT a voté l'avis.